



CLUB CONVAINCRE DU RHONE

New letter Europe N° 65 du 1 Septembre 2025



Europe "*La fin d'une illusion*" par Mario Draghi

Cet ancien président de la Banque Centrale Européenne (BCE) et du Conseil Italien affirme que l'idée par laquelle la puissance économique de l'Union européenne se traduirait par une influence politique était une illusion, surtout depuis le retour de Donald Trump au pouvoir en 2025. Celui-ci a contraint cet été, la signature d'un accord commercial défavorable (pour ne pas dire un diktat) avec Mme Ursula Von der Leyen présidente de la Commission Européenne obligeant les européens d'investir 700 milliards d'€ dans les énergies fossiles américains (en contradiction avec les objectifs écologiques de l'UE), une augmentation des dépenses militaires européennes par l'achat de matériel US et la marginalisation de l'UE dans les discussions diplomatiques avec la Russie de Vladimir Poutine, en contrepartie de droits de douane à 15% sur les exportations européennes vers les USA.

Si l'Union européenne est née après la seconde guerre mondiale pour éviter les dérives des Etats-nations, le modèle libéral de libre échange et les règles multilatérales ne sont plus adaptés aujourd'hui dans un monde dominé par la force et le non-respect du droit international. L'UE doit réagir politiquement car elle dispose d'atouts comme une industrie puissante et diversifiée dans les secteurs comme l'automobile, l'aéronautique, la chimie et les technologies vertes. Elle possède des chercheurs et des universités de rang mondial (Oxford, Sorbonne, ETH Zurich, etc.) avec de nombreuses avancées scientifiques dans les domaines de la santé, de l'environnement et de l'intelligence artificielle. Son secteur privé dynamique constitué d'un réseau de PME innovantes et de grands groupes mondiaux se développent dans un marché intérieur vaste et intégré favorisant les économies d'échelle et l'innovation.

Malgré les tensions populistes, l'UE reste un espace de liberté, de droits fondamentaux et de pluralisme politique. C'est un modèle unique de gouvernance multinationale fondé sur la coopération, le compromis et l'Etat de droit. Cette réalité démocratique est un atout géopolitique face à des régimes autoritaires ou instables. Comme l'a dit Mario Draghi le

22 août 2025 lors du meeting Quel horizon pour l'Europe à Rimini « *L'idée que l'économie seule achète le pouvoir géopolitique est morte.* » et l'UE doit devenir un acteur stratégique en réformant ses institutions par des votes à la majorité qualifiée et le renforcement du rôle du Parlement et de la Commission européenne pour que l'UE parle d'une seule voix, afin de mettre en place une capacité militaire européenne, de développer une politique industrielle commune et une autonomie énergétique et numérique.

Source : Ouest France du 1er septembre 2025



DROITS DE DOUANE :

Une taxe de 15% sur toutes les exportations européennes vers les USA

L'accord conclu fin juillet 2025 en Ecosse entre Mme Ursula Von der Leyen Présidente de la Commission Européenne et Donald Trump Président des Etats Unis a donné lieu le 21 août 2025 à une déclaration conjointe. Ce texte est l'aboutissement de plusieurs mois de négociations et définit les règles d'un nouveau cadre tarifaire transatlantique et le commissaire européen au commerce Maros Sefcovic a déclaré « *C'est pour l'UE l'accord le plus favorable jamais conclu [...] le plafond de 15 % ne s'ajoute pas aux droits existants, déjà inclus* » or ce taux est bien plus que celui en vigueur (autour de 4,8%) avant le retour au pouvoir de Donald Trump, mais moins que les menaces du président américain faute d'accord, la Présidente de la Commission européenne a salué un texte qui offre « *« prévisibilité pour nos entreprises et nos consommateurs* »

L'Union européenne a confirmé son intention d'acheter, dans les trois prochaines années, 750 milliards de dollars de produits énergétiques américains, ainsi que 40 milliards de dollars de semi-conducteurs destinés au développement de l'intelligence artificielle. Les entreprises européennes devraient par ailleurs investir 600 milliards de dollars supplémentaires dans des secteurs jugés stratégiques aux États-Unis d'ici 2028. De plus l'UE supprimera l'ensemble des droits de douane sur les produits manufacturés américains et pourrait ouvrir davantage son marché aux exportations agricoles et aux produits de la mer en provenance des États-Unis. Les USA appliquera à partir du 1^{er} septembre « *La clause de la nation la plus favorisée* » à plusieurs secteurs stratégiques dont l'aéronautique, les médicaments génériques, certains produits chimiques et des ressources naturelle

Si le chancelier allemand, Friedrich Merz, salue l'accord, estimant qu'il «*évite une escalade inutile des relations commerciales transatlantiques*», notamment pour l'industrie automobile allemande, de même la Première ministre italienne Mme

Giorgia Meloni a approuvé l'accord « *qui évite une guerre commerciale au sein de l'Occident avec des conséquences imprévisibles* ». Les dirigeants des pays scandinaves (Danemark-Suède-Finlande) affirment qu'il s'agit de la moins pire des solutions et pour le Premier ministre français, François Bayrou, c'est « *un jour sombre que celui où une alliance de peuples libres, rassemblés pour affirmer leurs valeurs et défendre leurs intérêts, se résout à la soumission* » vis-à-vis des Etats -Unis..

Source : Tout l'Europe du 21/8/2025



"ça suffit" le cri de colère de Thierry Breton

Dans une publication commune dans Le Figaro, le Handelsblatt, The Guardian, La Stampa et Al Pais. L'ancien commissaire européen en charge du Marché intérieur et du numérique s'insurge contre la volonté de l'administration américaine de s'attaquer aux "*taxes numériques, à la législation sur les services numériques et aux réglementations sur les marchés numériques*", accusées d'avoir été "*conçues pour nuire à la technologie américaine*". Thierry Breton est un des architectes des régulations numériques européennes comme le Digital Services Act (DSA) et le Digital Markets Act (DMA) pour encadrer les grandes plateformes en ligne et protéger les citoyens avec comme référence " *Ce qui est illégal hors ligne doit l'être aussi en ligne*".

Thierry Breton dénonce les pressions exercées par les États-Unis contre l'application du Digital Services Act (DSA) et du Digital Markets Act (DMA). Il critique les menaces de sanctions, de barrières douanières et de restrictions technologiques visant à dissuader l'Europe de faire respecter ses propres lois. Pour lui, céder à ces intimidations reviendrait à renoncer à notre souveraineté démocratique et à laisser des entreprises privées dicter nos règles du vivre-ensemble. Il insiste sur le fait que l'Europe a su transposer ses principes démocratiques dans le monde numérique. Il affirme que réguler l'espace informationnel est une nécessité pour protéger les citoyens, notamment les enfants, et garantir un usage éthique des technologies.

L'ancien commissaire européen critique les concessions commerciales faites par l'Union européenne face aux États-Unis, notamment l'acceptation de tarifs douaniers déséquilibrés et d'engagements massifs d'achat de gaz américain. Il appelle à un sursaut collectif, à un rapport de force assumé, et à une mobilisation des dirigeants européens pour défendre les intérêts du continent. Son cri de ralliement — "CA SUFFIT!" — est une invitation à refuser l'humiliation et à affirmer la puissance politique et économique de

l'Europe. Il a souligné "L'ère de l'Union européenne conciliante quand ce n'est pas naïve a vécu. L'Europe doit désormais affirmer son leadership dans les domaines stratégiques : intelligence artificielle, défense, commerce" et il a conclu " Face aux nouvelles menaces de Donald Trump, l'Union européenne ne peut plus accepter la soumission,"
Source : Le Figaro du 28 août 2025

